

ASSOCIATION MEDIATION ET COHESION SOCIALE – AMCS

GROUPE ADDAPI3

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Immeuble Le Nautille

15 chemin des Jonquilles

13013 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

LRC/AG
n° 12020

AMCS – Groupe ADDAP13
Immeuble Le Nautille
15 chemin des Jonquilles
13013 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'assemblée générale de l'AMCS - Groupe ADDAP 13

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION MEDIATION ET COHESION SOCIALE - AMCS – GROUPE ADDAP 13 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « I – Modifications intervenues au cours de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application par anticipation de la nouvelle réglementation ANC 2023-03 qui s'applique aux associations en complément de l'ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et de la nomenclature des comptes :

- Ce nouveau règlement supprime la notion et poste comptable de transfert de charge.
- En 2023, les remboursements ASP des contrats aidés financés par l'Etat étaient enregistrés dans un poste de transfert de charges intégré dans les produits d'activité de l'exploitation de l'association AIAES – Groupe ADDAP13. Le montant s'élevait à la somme de 1 718 679 €.
- Sur 2024, les remboursements ASP des contrats aidés financés par l'Etat à hauteur de 1 380 222 € ont été enregistrés en diminution du poste des charges de personnel, ce qui ne permet pas une comparabilité entre 2023 et 2024.
- Un tableau de passage de ces changements comptables figure en note « I – Modifications intervenues au cours de l'exercice » pour faciliter la comparabilité des états financiers entre les deux exercices.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les principales ressources de votre association sont composées de subventions d'exploitation et de contributions financières.

Nous avons donc examiné les procédures d'engagement et de versement desdites subventions et contributions. Nous nous sommes ainsi assurés de la bonne application des dispositions relatives au plan comptable associatif et de la présentation qui en est été faite dans l'annexe des comptes sociaux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT À MARSEILLE, LE 27 MAI 2025

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général



Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes

Le Président

Sylvain RASTOIN

Le Trésorier

Nabil GERMANOS

Bilan actif au 31 décembre 2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles :	31 477	22 273	9 204	9 624
Frais de développement			-	
Donations temporaires d'usufruit			-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 477	22 273	9 204	9 624
Immobilitisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	
Immobilitisations corporelles :	1 678 871	654 891	1 023 980	889 696
Terrains Constructions	1 365 923	409 033	956 889	386 678
Installations techniques, matériel et outillage industriels	312 948	245 858	67 090	55 648
Immobilitisations corporelles en cours, avances et acomptes	-		-	447 370
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	
Immobilitisations financières :	4 264	-	4 264	5 460
Participations	-	-	-	
Créances rattachées à des participations	-	-	-	
Autres titres immobilisés	305	-	305	305
Prêts	1	-	1	1 197
Autres immobilisations financières	3 958	-	3 958	3 958
Total II	1 714 612	677 184	1 037 448	904 780
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	361 713	-	361 713	747 015
Créances reçues par legs ou donations	-		-	
Autres créances	1 433 833	19 177	1 414 655	1 204 967
Charges constatées d'avance	-		-	2 556
Valeurs mobilières de placement :	1 602 836		1 602 836	1 302 791
Instruments financiers à terme et jetons détenus	-		-	
Disponibilités	1 449 689		1 449 689	2 355 175
Total III	4 848 071	19 177	4 828 894	5 612 504
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)	6 582 683	690 341	5 892 342	6 517 284

Bilan passif au 31 décembre 2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
<i>Fonds propres sans droit de reprise :</i>	607 581	607 581
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	607 581	607 581
<i>Fonds propres avec droit de reprise :</i>	-	-
<i>Fonds propres statutaires</i>	-	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves :	87 224	87 224
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	-	-
<i>Réserves pour projet de l'entité Autres</i>	87 224	87 224
Report à nouveau	428 898	346 156
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	409 552	82 741
Situation nette (sous total)	714 151	1 123 702
<i>Fonds propres consommables</i>	-	-
<i>Subventions d'investissement</i>	19 450	2 794
<i>Provisions réglementées</i>	41 470	41 470
Total I	775 072	1 167 966
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés</i>	938 318	1 067 977
Total II	938 318	1 067 977
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques Provisions pour charges</i>	595 640	171 282
Total III	595 640	171 282
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés</i>	-	-
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	623 237	684 312
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	489	538
<i>Instruments financiers à terme</i>	-	-
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	111 747	250 054
<i>Dettes des legs ou donations</i>	-	-
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	876 930	810 617
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	-	-
<i>Autres dettes</i>	646 049	513 832
<i>Produits constatés d'avance</i>	1 298 861	1 850 706
Total IV	3 557 313	4 110 059
<i>Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 866 342	6 517 284

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services	2 003 335	2 329 277
Ventes de biens	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de service	2 003 335	2 329 277
dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	3 974 799	3 661 040
Concours publics et subventions d'exploitation	3 283 164	2 875 386
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	-	-
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	691 635	785 654
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	30 210	1 860 196
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Utilisations des fonds dédiés	1 067 977	606 083
Autres produits	1 244	74 950
Total I	7 077 564	8 531 546
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	1 137 854	433 568
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	396 127	431 214
Salaires	4 479 026	4 387 381
Cotisations sociales	15 277	1 302 670
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	97 289	74 783
Dotations aux provisions	446 733	64 956
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-	-
Reports en fonds dédiés	938 318	1 067 977
Autres charges	33 082	646 117
Total II	7 513 151	8 408 666
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 435 587	122 880
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	58	-
Autres intérêts et produits assimilés	52 469	10 009
Reprises sur dépréciations et provisions	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits des immobilisations financières cédées	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	-
Total III	52 526	10 009
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	2 380
Intérêts et charges assimilées	12 810	10 105
Différences négatives de change	-	-

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	
Total IV	12 810	12 485
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	39 716	2 476
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	395 871	120 404
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	-	20 188
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	57 851
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	37 663
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	13 681	-
Total des produits (I + III + V)	7 130 091	8 561 743
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 539 642	8 479 002
EXCEDENT OU DEFICIT	- 409 552	82 741
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		-
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		-
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

ANNEXE COMPTABLE

Annexe comptable au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de :

5 866 342 €

et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des charges est de :

7 539 642 €

et dégageant un résultat comptable déficitaire de :

- 409 552 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

FAITS SIGNIFICATIFS

Patrimoine

Les travaux d'aménagement du siège social acquis en 09/2022 et qui ont démarré en 03/2023 ont été achevés sur cet exercice. Pour autant les formalités déclaratives d'achèvement des travaux sont toujours en cours sur le premier trimestre 2025 et des retenues de garanties pour 8.6 k€ ne sont pas encore levées.

Les travaux d'aménagement réalisés totalisent la somme de 643 708,19€ conformément au budget prévisionnel réévalué à 650 k€ et approuvé par le Conseil d'Administration du 01/03/2024.

Suite fusion-absorption de l'association ADELIES du 01/01/2021

La fusion-absorption de l'association ADELIES continue d'impacter le patrimoine, les activités de l'association AMCS.

Les négociations de l'association AMCS auprès de la Mairie pour envisager une donation de l'immeuble de l'ancien siège d'Adélie « le GYPTIS » sont toujours en cours. La provision pour dépréciation d'actif pour la totalité de la valeur nette comptable constituée au 31/12/2022 pour un montant de - 114 516,54€ est donc maintenue en nos comptes au 31/12/2024.

Volet 1&2 Bataillons de la Prévention

L'Association s'est vu attribuer en 2024 le renouvellement des financements concernant les volets 1 & 2 des Bataillons de la Prévention. Pour autant, compte tenu de la fin de contrat de la 1^{ère} cohorte de médiateurs Adultes Relais et CDD de droit

commun et apprentis à la fin du 1^{er} trimestre 2024, le lancement du recrutement et le démarrage des nouveaux contrats n'a permis la poursuite de l'action qu'au 1^{er} juillet 2024. Ainsi, comme l'année dernière, un report conséquent de fonds dédiés est constaté au 31/12/2024 (937k€).

Garde Régionale des Lycées : fusion des actions Médiation de la Rue au Lycée (dispositif PRMSE) et Projet Expérimental Régional avec le marché Médiation aux abords des Lycées (Médiation Mobile) à compter du 01/09/2024 financée en totalité par subvention par le Conseil Régional et ce pour la période 2024-2028 avec 54 médiateurs.

Un nouveau marché public pour la médiation dans les TER conclu pour la période du 15/12/2024 au 14/12/2027 (prorogation possible par période de 12 mois dans la limite de 24 mois)

Le dispositif de médiation dans les trains continue dans le cadre d'une nouvelle commande dont les conditions d'exécution et de financement sont moins favorables que celles du précédent marché (1 binôme supplémentaire sur 1 mois avec une enveloppe financière annuelle prévisionnelle de l'ordre de 470 k€ soit une baisse de - 5.6% par rapport au précédent marché).

Reconduction d'un an du marché Médiation accès numérique avec France Travail (01092024-31082025) aux mêmes conditions que le marché initial et **ajout d'une nouvelle agence à compter du 22/11/2024** (agence France Travail située place Jules Guesde 2^{ème}). L'Association AMCS -Groupe Addap13 a confié au Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée le suivi et la garantie de la qualité des prestations de formation réalisées en 2023 et 2024 à travers le label QUALIOPi N° RN 0363 dont dispose le Collège Coopératif. Un contrat de prestation a donc été signé entre les 2 parties. Ce label est obligatoire pour l'exécution du marché.

Un nouveau marché public pour la médiation Nocturne conclu le 24/07/2024 pour 12 mois reconductible deux fois.

Le dispositif de prestations nocturnes de médiation sociale a été renouvelé mais les conditions d'exécution de la commande (marché à bon de commande de prestation à la semaine ou au mois et non plus un marché de durée ferme de 4 mois comme l'année passée) sont moins favorables avec en sus une réduction du volume de commande (pas de prestation sur plage Corbières)

Médiation sociale Hors Marseille

Face aux insuffisances de financements constatées fin 2023, des mesures correctrices ont été amorcées en 2024 :

- Arrêt du dispositif Port De Bouc
- Réduction du dispositif Aubagne à un médiateur au lieu de 2 ; 3 médiateurs sur Arles et Miramas au lieu de 4

En dépit de ces mesures correctrices, la médiation Hors Marseille reste globalement insuffisamment financée et fortement déficitaire en 2024.

Extension de la revalorisation salariale dite « SEGUR »

- L'accord du 4 juin 2024 portant extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation de la CCNUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif a octroyé une revalorisation salariale pour tous les salariés, à hauteur de 238 euros bruts mensuels avec effet rétroactif au 1er janvier 2024. Cet accord a été agréé par la Ministre du travail, de la santé et des solidarités le 25 juin 2024 (publication au Journal Officiel du 26 juin 2024). Cette revalorisation salariale versée au personnel administratif et éducatif de droit commun a constitué un accroissement substantiel de nos charges de personnel en 2024 de l'ordre de 265k. Les courriers de demande de financements complémentaires pour cette revalorisation ont été adressés en août 2024 à l'ensemble de nos financeurs mais n'ont pas abouti.
- La note d'application en date du 28/11/2024 de l'Accord du 4 juin 2024 porte l'extension du Ségur aux titulaires de contrats aidés sous réserve du financement de cette nouvelle charge. Dans l'attente d'une clarification juridique et de l'octroi de financements, une provision pour risque a été constituée pour un montant de 401 850.08€
- L'Association AMCS-Groupe Addap13 est certifiée depuis l'automne 2021 : **norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale**. Un audit de renouvellement assuré par France Médiation a eu lieu en avril 2024 et confirme que AMCS Groupe Addap13 répond aux exigences de la certification médiation **AFNOR XP X 60**.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Comme l'année passée, globalement aucune perte de financement significative n'est venue grever les activités en 2024. Cependant, les financements des actions extérieurs Marseille restent insuffisants en dépit des actions correctrices menées en 2024 ainsi qu'à l'accroissement substantiel des charges de personnel liées au SEGUR qui grèvent les résultats.

Nous avons donc des points de vigilance pour les perspectives 2025 :

- diminution de la commande du Marché des Collèges
- non-renouvellement du dispositif des Bataillons.
- niveaux de financements insuffisants sur les extérieurs (la Ciotat, Aubagne).

- arrivée à échéance du marché France Travail au 31/08/2025

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Volet 1&2 Bataillons de la Prévention

En accord avec les services de l'Etat, le report conséquent de fonds dédiés constaté au 31/12/2024 (937k€), et en l'absence de renouvellement de financement sur ce dispositif en 2025 devraient permettre de couvrir la totalité des contrats engagés pour l'année 2025 et une partie de l'année 2026 pour les contrats d'alternance.

Marché des Collèges : la commande de prestations de médiation 2025 du Conseil Départemental est en forte baisse de -26.5% par rapport à la commande 2024 (-217 k€) tant sur Marseille que sur le Hors Marseille. Cette baisse impactera plus particulièrement le secteur Hors Marseille car les dispositifs existants sur ces territoires sont déjà déficitaires et le redéploiement éventuel de médiateurs ne peut donc être envisagé. Des mesures de réduction d'effectifs sont à l'étude.

Expiration du marché actuel de la Médiation numérique au 31/08/2025.

Médiation sociale Marseille : un avenant de reconduction à la convention initiale qui a pris fin 2024 a été signé début 2025 avec les mêmes niveaux de financement pour les bailleurs et la Ville de Marseille.

Médiation Bailleurs Hors Marseille :

- Le niveau des financements connus pour 2025 pour la Médiation Ciotat (4 Médiateurs) et Aubagne (1 médiateur) induiront de nouveau un exercice prévisionnel 2025 fortement déficitaire sans mesure corrective supplémentaire ou des financements complémentaires. Il est envisagé pour le dispositif de la Ciotat une réduction de 2 médiateurs.

En revanche,

- L'augmentation des financements de l'Agglomération d'Arles et des bailleurs devraient permettre le retour à l'équilibre de la médiation d'Arles avec 3 médiateurs.
- De même, pour le dispositif de Miramas, un retour à l'équilibre avec 3 médiateurs est attendu compte tenu de l'augmentation du financement de la Ville de Miramas et de bailleurs.

Démarrage d'une nouvelle action pour une durée de trois ans (1.5 médiateurs-78 k€/an) dans le cadre de l'**Appel à manifestation d'intérêt -Offre de Repérage et de Remobilisation (O2R)** et de l'accompagnement spécifique des publics éloignés de l'emploi sur le territoire d'**Aubagne et La Ciotat** en consortium avec Ciotat Emploi Initiatives.

Obtention de l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS) le 03 Avril 2025 pour une durée de cinq ans. Il permet la reconnaissance de l'utilité sociale et écologique de l'association et est nécessaire pour postuler à certains marchés publics, il peut permettre l'accès aux produits de la finance solidaire à des conditions facilitées et à des dispositifs locaux d'accompagnement.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat de l'exercice est issu de la contraction entre les produits et les charges.

Au 31 décembre 2024 le résultat global définitivement acquis par l'association est un déficit de :

- 409 552€

Ce résultat sera proposé au vote de l'assemblée générale de l'association, sur proposition du conseil d'administration.

Les éléments les plus significatifs qui ont eu un impact sur les comptes et qui expliquent le résultat de l'exercice sont les suivants :

- le niveau de facturation du marchés TER reste globalement stable par rapport à l'exercice 2023 et celui de la médiation numérique augmente de près de 9%. Ces deux actions restent donc largement excédentaires en 2024.
- Le marché de la médiation nocturne nouvellement renouvelé reste excédentaire mais dans une moindre mesure par rapport à l'exercice précédent compte tenu des conditions financières du nouveau marché moins favorables
- Le dispositif de la médiation aux abords des lycées (Médiation Mobile) a été fusionné au 31/08/2024 avec les autres dispositifs PRMSE et Projet expérimental spécialisé. Comme les années passées, les salariés initialement affectés au dispositif ont été mobilisés sur d'autres dispositifs pendant les vacances scolaires ; cependant seuls les 6 premiers mois de l'année ont fait l'objet de prestations de facturation. Son résultat est déficitaire en 2024.
- Le marché des Collèges est excédentaire sur cet exercice : le redéploiement des salariés pendant les vacances scolaires sur d'autres dispositifs explique ce résultat. Cependant, ce redéploiement reste incertain sur l'année 2025. De plus, le coût des charges administratives affectées au traitement de ce marché est fortement sous-évalué.
- Poursuite de la forte augmentation de l'utilisation des fonds dédiés qui porte principalement sur l'action des Bataillons 1&2 mais aussi un report en fonds dédiés conséquent constaté au 31/12/2024.
- Le dispositif de la Rue au Lycée, alors que son financement a augmenté à compter du 01/09/2024 reste comme l'année dernière déficitaire. L'accroissement de son déficit est principalement lié à l'augmentation des charges de personnel (impact Ségur, réévaluations du SMIC).
- Le dispositif de la Médiation sociale Marseille dans les quartiers prioritaires de Marseille traduit aussi un accroissement de son déficit sur l'exercice principalement lié à l'augmentation des charges de personnel en lien avec le Ségur

- L'action d'accès aux droits en partenariat avec l'association ASMAJ est à l'équilibre en 2024 comme l'année passée.
- Une insuffisance de financements sur toutes les actions de médiation hors Marseille. Les financements sont, comme l'année dernière, en baisse et ne suffisent pas à couvrir les dépenses de ces actions .
- Des difficultés de recrutement sur le métier de médiateurs qui impactent la plupart des dispositifs
- Des diminutions des aides aux contrats-aidés et des incertitudes quant à la pérennité de certains contrats aidés (adultes-relais notamment) couplées à des réévaluations salariales au niveau de la Convention Collective dont le financement n'est pas assuré.

Globalement, en dépit de la poursuite de la forte progression de l'utilisation des fonds dédiés et dans un contexte de resserrement des financements, l'augmentation des charges n'a pas pu être couverte ce qui explique le résultat fortement déficitaire de cette année.

I - MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

- **Changement de Méthode d'évaluation**

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changement de méthode de présentation**

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changement de méthode d'enregistrement comptable**

L'association AMCS -Groupe Addap 13, à l'identique du Groupe Addap13, a pris l'option d'appliquer la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 qui s'applique pour les associations en complément de l'ANC 2022-06 relatif à la **modernisation des états financiers** et de la **nomenclature des comptes** de manière anticipée. Cette nouvelle méthodologie implique comme principaux changements :

- La suppression des comptes de transfert de charges
- La révision de la notion de résultat exceptionnel.

- Le plan de compte est également simplifié avec la suppression de plusieurs comptes

Changement de nomenclature appliquée en 2024 conformément à l'ANC 2023-03 et l'ANC 2022-06

	Compte 2023	Montant 2023	Compte 2024	Montant 2024	Var
Personnel refacturé	758	-74 580	7084	-39 644	34 936
Autres Produits Exceptionnels	7718	-228	7588	-391	-163
Produits sur Exercices Antérieurs					
Régularisation Adéliés	77181	5 302	6493-7551- ch origine(-)		-5 302
Regularisation ASP	77181	-2 393	6493		
Regularisation Subvention	77181	-5 000	7410		
Régularisation Prestation	77181	-13 500	7060		
Trop Perçu	77181	-681	Charge origine (-)		
Divers	77181	-188	Charge origine (-)		
PRODUIT CESSION ELEMENT ACTIF	775	-50	7573	0	50
Quote part Subventions investissements	777	-3 379	7471	-1 953	1 426
Transferts de charges :					
<i>Transferts de Charges - Refacturation</i>					
<i>charges hors salaires</i>	7910	-12 573	708	-8 224	4 350
<i>Transferts de Charges - Remboursement MAIF</i>	7910	-18 892	7587	0	18 892
<i>Transferts de Charges - Remboursement Formations</i>	7910	-67 989	6499	-22 651	45 338
<i>Transfert charges - Remboursement MAIF</i>	7912	-946	Origine ou 7587	-131	815
<i>Transfert charges- ASP</i>	7913	-1 718 679	6493	-1 380 222	338 457
Charges sur Exercices Antérieurs					
Perte Contribution Bailleurs	6718	33113	6580		
Honoraires, Caution, Prestations Adéliés	6718	6163,81	Charge origine (-)-654		
Frais Salariés non remboursés	6718	793,54	6580		
Régularisation ASP	6718	666,66	6493		
Pénalités Amendes Fiscales et Pénalités	6718	355	6583		
Divers	6718	344,62	6580		
Val compt. des éléments actifs cédés	675	0	6523	0	0
Charges exceptionnelles	677	-	Charge origine (-)	0	
Pénalités Amendes Fiscales et Pénalités	6712	16 412	6583	14 382	-2 030
	-	1 781 347		- 1 399 189	401 832
PRODUITS	-	1 913 776		- 50 343	1 863 433
CHARGES		57 849		- 1 388 491	1 446 340

De plus, afin d'harmoniser la nomenclature des comptes utilisés par le Groupe Addap13, les refacturations de frais de personnel du Groupe Addap13 ou de l'association AIAES anciennement enregistrées dans le compte 65 – Autres charges de gestion courante ont été reclassées dans le compte 62- Autres services extérieurs.

II- CARTE D'IDENTITÉ DE L'ASSOCIATION

L'objet social de l'association

Issue des activités antérieures de l'association addap13, l'AMCS met en œuvre dans le département des Bouches-du-Rhône des programmes de médiation sociale en tant que processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne. Elle contribue de ce fait, et via des projets collectifs, au développement de la cohésion sociale sur ses périmètres d'intervention. Elle est certifiée depuis l'automne 2021 (norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale). Un audit de renouvellement assuré par France Médiation a eu lieu en avril 2024 et confirme que AMCS Groupe Addap13 répond aux exigences de la certification médiation **AFNOR XP X 60**.

Elle compte fin 2024 170 médiateurs intervenant dans l'ensemble du département.

Nature et périmètre des activités et missions sociales

Les programmes de médiation sociale menés par l'AMCS se répartissent principalement entre les grands périmètres suivants :

- Quartiers prioritaires.
- Établissements scolaires (écoles, collèges et lycées).
- Transports (TER Aix Marseille).
- Etablissements recevant du public (MDS et Pôle emploi).
- Espaces publics spécifiques (littoral marseillais en saison estivale).

En lien avec les valeurs et les objectifs du groupement associatif, les actions de l'AMCS participent à :

- La restauration du lien social.
- La résolution des conflits de la vie quotidienne.
- Le traitement social des phénomènes de rupture et d'isolement.
- Le développement social local.
- L'ouverture à des projets : accès au droit, numérique, éco-citoyenneté...
- La professionnalisation de la médiation sociale (formations en alternance...).

Pour ce faire, les professionnels de terrain :

- Assurent une présence active de proximité dans les périmètres d'intervention.
- Préviennent et gèrent les situations conflictuelles et les incivilités.
- Informent, orientent et sensibilisent les usagers.
- Participent à une veille sociale et technique territoriale.
- Mettent les usagers en relations avec les partenaires adaptés aux situations.
- Facilitent les relations entre les personnes et les institutions.
- Assurent un suivi des situations d'isolement (entretiens, visites à domicile...).
- Favorisent des projets collectifs renforçant les liens positifs entre les personnes.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les activités de l'association sont menées sous la responsabilité du directeur d'association.

A Marseille le grand service Médiations Marseille dispose d'un local dédié (médiation sociale urbaine, écoles/littoral et collèges) ; les médiateurs lycées et les renforts des Bataillons sont intégrés aux services de prévention spécialisée. Dans les Bouches-du-Rhône hors Marseille les équipes de médiation travaillent également de manière mutualisée avec les équipes de prévention spécialisée (locaux et encadrement).

Les fonctions support de l'association sont mutualisées avec le Groupement associatif (siège partagé) : ressources humaines, paie, comptabilité, gestion administrative, juridique, informatique et communication.

III - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 du plan comptable général 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements ANC 2014-03 et 2018-06.

L'association AMCS -Groupe Addap 13, à l'identique du Groupe Addap13, a pris l'option d'appliquer la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 qui s'applique pour les associations en complément de l'ANC 2022-06 relatif à la **modernisation des états financiers** et de la **nomenclature des comptes de manière anticipée**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à compter de la date d'acquisition.

L'association a réalisé une analyse de son actif immobilisé conduisant aux points suivants :

- Il n'a pas été identifié de composant d'une valeur significative.
- La durée d'amortissement pratiquée ne fait apparaître aucun écart significatif avec la durée d'utilisation réelle des biens.

La durée d'amortissement retenue du nouveau local de Frais Vallon est de 30 ans. Au 31 décembre 2024, il a été maintenu la provision pour dépréciation d'actif pour une valeur de 114 516.54€ concernant l'ancien local de l'association Adélie compte tenu de l'insalubrité de l'immeuble.

Base amortissable des biens immobilisés

Par ailleurs, concernant les biens immobiliers détenus par l'association, aucune valeur résiduelle n'a été retenue au 31 décembre 2024 dans la mesure où ces biens ne sont pas des immeubles de placement. Ils sont utilisés par l'association pour les besoins de son activité (base de service) et n'ont pas pour vocation d'être cédés.

Modalités d'amortissement

Date : En principe, l'amortissement est pratiqué à compter de la date de mise en service du bien.

Mode : Amortissement linéaire.

Durées : Le choix des durées est fait dans le respect de l'usage normal des immobilisations et en fonction des spécificités des activités. Les durées applicables sont les suivantes :

DÉSIGNATION	DURÉE MINIMUM	DURÉE MAXIMUM
Concessions, brevets licences	3	5
Autres Immobilisations incorporelles	2	3
Construction ensemble immobiliers	15	30
Installations générales, agencements, Aménagement des constructions (IGAAC)	10	20
Matériel & outillage prévention	2	6
Matériel & outillage services généraux	2	5
Installations générales, agencements, Aménagements divers (IGAAD)	7	10
Matériel de transport	2	5
Matériel de bureau	2	10
Matériel informatique	3	5
Mobilier	5	10
Autres immobilisations corporelles	5	5

Immobilisations en cours

Les travaux d'aménagement du nouveau local de Frais Vallon sont achevés au 31/12/2024 ; aucune immobilisation en cours constatée au 31/12/2024.

b - Subventions d'équipement

Les subventions sont comptabilisées dans les comptes 131 « Subventions d'équipement », puis font l'objet d'une reprise au compte de résultat par le crédit du compte 7471 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » *. Elles sont reprises au prorata de la quote-part des amortissements pratiqués sur l'immobilisation ainsi financée.

* : Jusqu'au 31/12/2023, les reprises étaient enregistrées dans le compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ».

c- Provision pour indemnité de fin de carrière

Cette provision est destinée à couvrir le coût des indemnités de fin de carrière conventionnelles des salariés de l'association AMCS-Groupe addap13 conformément aux dispositions de l'avis n° 2000-A du Conseil national de la comptabilité.

La provision a été calculée de la manière suivante :

Provision pour indemnité de départ à la retraite =

$$\begin{array}{ccccc} D & & x & & P & & x & & A \\ \text{Droits acquis par le} & & & & \text{Probabilité de versement} & & & & \text{Actualisation} \\ \text{personnel} & & & & \text{de ces droits} & & & & \end{array}$$

et correspond au montant total de l'engagement de retraite des salariés présents au 31 décembre 2024.

Indemnité de fin de carrière

L'association AMCS-Groupe addap13 n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant des indemnités de retraite conventionnelles des salariés de l'association présents au 31 décembre 2024 est présenté ci-après.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements sont les suivantes :

- Les droits acquis sont pris en compte pour le personnel en contrat à durée indéterminée.
- La probabilité que l'association a de verser ces droits est la combinaison de deux probabilités :
 1. Celle d'être en vie à la date de la retraite, déterminée à partir des tables de mortalité. La table de mortalité retenue est la table Ined 2011-2013.
 2. Celle d'être présent dans la structure à la date de la retraite, évaluée à partir des statistiques de turn-over en fonction du statut des salariés (éducateurs, administratifs ou cadres).
- Le taux d'actualisation retenu est de 3.35 %.
- Le taux d'évolution annuelle de la masse salariale est de 1%.

L'âge de départ à la retraite retenu est 67 ans, à l'initiative du salarié.

L'engagement de retraite est déterminé à partir des dispositions de la convention collective de 1966, pour chaque catégorie.

L'engagement de départ à la retraite est de 290 257 € pour les années 2025-2065. Par décision du conseil d'administration, cette provision est partiellement comptabilisée, en effet il a été décidé de provisionner le montant total des droits acquis pour les salariés qui partiront à la retraite exclusivement sur les 14 prochaines

années soit entre 2025 et 2038. Le montant de la provision comptabilisée s'élève donc à 124 253 €.

Ainsi, l'engagement de l'association au 31 décembre 2024 de 124 253 €, charges incluses se ventile comme suit :

- Personnel éducatif : 16 122 €
- Personnel administratif et cadres : 108 131€
-

La variation de la provision retraite entre 2024 et 2023 s'élève à + 8 882€.

d - Autres subventions publiques

Les subventions attribuées par les autres personnes publiques et liées à des actions spécifiques sont inscrites au Compte de résultat dès l'engagement pris par la collectivité.

La différence entre les fonds attribués et les dépenses engagées constitue un engagement restant à réaliser positionné au passif du bilan sous la rubrique « Fonds dédiés ».

e - Contributions financières

Le règlement ANC n° 2018-06 reconnaît la spécificité des ressources d'exploitation des organismes non lucratifs. Les financements alloués par les bailleurs sociaux et les autres organismes de droit privé sont qualifiés de « contributions financières ». Depuis le 1^{er} janvier 2020, ces recettes sont comptabilisées dans des comptes distincts de la ligne « contributions financières » au lieu de la rubrique « subventions ». La notion de fonds dédiés n'est pas systématiquement applicable à cette catégorie de ressources.

f – Compte épargne temps

L'Association AMCS-Groupe Addap13 suit la même réglementation que le Groupe Addap13.

L'association Groupe Addap13 a signé un accord d'entreprise portant sur le compte épargne temps en date du 5 avril 1996. Cet accord a été actualisé par l'accord d'entreprise du 15 mai 2000 et l'accord d'entreprise du 25 février 2010.

Le compte épargne temps est alimenté par :

- Le report des congés payés annuels en sus des 24 jours ouvrables, dans la limite de 5 jours par an et des congés conventionnels pour activité dans la limite de 6 jours.
- L'affectation des jours acquis au titre de la réduction du temps de travail, dans la limite de 12 jours par an.

Ainsi, la totalité des jours affectés au compte épargne temps ne peut excéder 15 jours par an.

Le compte épargne temps peut être utilisé pour indemniser des temps d'absence. Il peut également être utilisé par des salariés de plus de 50 ans désirant cesser leur activité de manière progressive ou totale.

La durée du congé pris à ce titre ne peut être inférieure à un mois sauf exception et supérieure à 11 mois sauf dans l'hypothèse d'un départ anticipé à la retraite où la durée du congé peut être supérieure.

Sur demande expresse du salarié, l'ensemble des droits affectés sur le compte épargne temps, à l'exception des congés payés légaux, peut être utilisé afin de compléter la rémunération du salarié.

Le compte épargne temps a évolué comme suit au cours des cinq derniers exercices :

Exercice	Nombre de jours au 31/12	Dettes envers les salariés au 31/12
2020	296.00	70 077.08
2021	271.50	70 995.31
2022	428.64	126 154.24
2023	295.00	88 011.34
2024	316.00	99 985.97

La valorisation des jours positionnés sur le compte épargne temps est réalisée en tenant compte de l'évolution de la valeur du point. Ainsi au 31 décembre 2024 le calcul a été réalisé avec une valeur du point égale à 3.93 €.

A ce jour la gestion financière du compte épargne temps est assurée par :

1. La trésorerie placée

La trésorerie de l'association au 31 décembre 2024 permet d'assurer la représentation financière des jours épargnés par les salariés.

Par rapport à l'exercice 2023, la dette envers les salariés au 31 décembre 2024 a augmenté de + 11 975€.

2. Le groupe Malakoff Médéric

Création d'un plan Épargne salariale en 2017 disposant d'un volet d'épargne retraite collectif – PERCO.

Il est alimenté par les versements de droits acquis au titre du compte épargne temps dans la limite de 10 jours par an.

Le montant versé est égal à 4 694.74€.

Ces fonds sont placés sur des Fonds communs de placement en fonction de l'âge de départ à la retraite probable des porteurs de parts.

Au 31 décembre 2024, ces placements représentent la valeur de 36 353.43€.

g – Provision congés à payer

Au 31 décembre 2024, la provision pour congés à payer est égale à 505 678 €, soit une augmentation par rapport à l'exercice 2023 de 51 437 €.

L'évolution de cette provision au cours des cinq derniers exercices est la suivante :

Exercice	Provision congés payés au 31/12
2020	222 558.00
2021	377 816.00
2022	435 598.18
2023	454 240.50
2024	505 677.97

IV - NOTES SUR LE BILAN

4.1 - Tableau de variation des immobilisations.

4.2 - Tableau des amortissements et de variation des amortissements.

4.3 - Tableau de variation des fonds propres.

4.4 – Tableau des fonds dédiés.

4.5 - Tableau de variation des provisions.

4.6 - Tableau des échéances des créances et des dettes.

4. 1 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS 2024

	Valeur brute 31/12/2023	Acquisitions ou apports	Cessions et hors service	Virements poste à poste	Valeur brute Fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
- Concessions brevets licences	27 538,62	3 938,35			31 476,97
- Autres Immo incorporelles (Logiciels)	0,00				0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637,45				714 637,45
- Installations générales - Agencements Aménagements des constructions	10 114,01	641 171,11			651 285,12
- Constructions sur sol d'autrui IGGA	0,00				0,00
- Matériel et outillage de prévention	5 385,46				5 385,46
- Matériel et outillage nautique	0,00				0,00
- Matériel et outillage, services généraux	1 077,47	363,34			1 440,81
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409,61				58 409,61
- Matériel de transport	155 210,24	24 000,00			179 210,24
- Matériel de bureau	22 252,08				22 252,08
- Matériel informatique	22 071,54	2 733,69			24 805,23
- Mobilier	12 227,58	7 390,83			19 618,41
- Matériel Services Généraux	0,00				0,00
- Autres immobilisations corporelles	1 826,48				1 826,48
SOUS TOTAL	1 030 750,54	679 597,32	0,00	0,00	1 710 347,86
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	447 369,68	196 338,51	0,00	-643 708,19	0,00
TOTAL GENERAL	1 478 120,22	875 935,83	0,00	-643 708,19	1 710 347,86

4.2 a - TABLEAU D'AMORTISSEMENTS 2024

	VALEUR D'ACHAT	AMORTISSEMENT	AMORTISSEMENT CUMULE	VALEUR RESIDUELLE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
- Concessions brevets licences	31 476,97	4 358,11	22 272,83	9 204,14
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637,45	29 972,60	244 655,28	469 982,17
- Installations générales - Agencements Aménagement des constructions	651 285,12	40 987,94	49 861,67	601 423,45
- Constructions sur sol d'autrui IGGA				
- Matériel et outillage de prévention	5 385,46		5 385,46	0,00
- Matériel et outillage nautique				
- Matériel et outillage, services généraux	1 440,81	174,72	1 252,19	188,62
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409,61	495,00	58 387,73	21,88
- Matériel de transport	179 210,24	15 558,00	128 469,65	50 740,59
- Matériel de bureau	22 252,08	649,24	19 711,18	2 540,90
- Matériel informatique	24 805,23	3 847,02	19 906,43	4 898,80
- Mobilier	19 618,41	1 956,28	11 855,54	7 762,87
- Matériel Services Généraux				
- Autres immobilisations corporelles	1 826,48	365,30	889,72	936,76
	1 710 347,86	98 364,21	562 647,68	1 147 700,18

4.2 b - TABLEAU DES VARIATIONS D'AMORTISSEMENTS 2024

	FOURCHETTE DUREE D'AMORTISSEMENTS	MODE AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENTS CUMULE DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS	AMORTISSEMENTS CUMULE FIN EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
- Concessions brevets licences	2 à 5 ans	Linéaire	17 914,72	4 358,11		22 272,83
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
- Constructions Ensembles Immobiliers	15 à 30 ans	Linéaire	214 682,68	29 972,60		244 655,28
- Installations générales - Agencements Aménagement des constructions	10 à 20 ans	Linéaire	8 873,73	40 987,94		49 861,67
- Constructions sur sol d'autrui IGGA						
- Matériel et outillage de prévention	2 à 6 ans	Linéaire	5 385,46	0,00		5 385,46
- Matériel et outillage nautique						
- Matériel et outillage, services généraux	2 à 5 ans	Linéaire	1 077,47	174,72		1 252,19
- Installations générales, agencements, aménagements divers	7 à 10 ans	Linéaire	57 892,73	495,00		58 387,73
- Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire	112 911,65	15 558,00		128 469,65
- Matériel de bureau	2 à 10 ans	Linéaire	19 061,94	649,24		19 711,18
- Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire	16 059,41	3 847,02		19 906,43
- Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire	9 899,26	1 956,28		11 855,54
- Matériel Services Généraux						
- Autres Immobilisations corporelles	5 ans	Linéaire	524,42	365,30		889,72
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Néant		0,00			
TOTAL	0,00	0,00	464 283,47	98 364,21	0,00	562 647,68

4.3 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES 2024

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres fonds propres sans droit de reprise	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
Apport sans droit de reprise réorganisation	307 045,01	0,00	0,00	0,00	307 045,01
Apport sans droit de reprise adélies	288 536,47	0,00	0,00	0,00	288 536,47
Subventions d'investissement biens renouvelables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres sans droit de reprise	607 581,48	0,00	0,00	0,00	607 581,48
Fonds associatifs avec droit de reprise	0,00				0,00
Fonds propres avec droit de reprise	0,00				0,00
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise	0,00				0,00
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise	0,00				0,00
Réserve de trésorerie	87 223,61				87 223,61
RESERVES	87 223,61	0,00	0,00	0,00	87 223,61
RAN Excédent	590 860,65	82 741,44			673 602,09
RAN Déficit	-244 704,39				-244 704,39
Résultat non encore affecté	0,00				0,00
Report à nouveau	346 156,26	82 741,44	0,00	0,00	428 897,70
Résultat de l'exercice excédent	82 741,44	-82 741,44			0,00
Résultat de l'exercice déficit	0,00		-409 551,73		-409 551,73
Résultat de l'exercice	82 741,44	-82 741,44	-409 551,73	0,00	-409 551,73
Situation nette	1 123 702,79	0,00	-409 551,73	0,00	714 151,06
Fonds propres consommables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur des biens apportés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur des biens apportés inscrite au compte de résultat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subvention d'investissement	12 331,08		18 610,00	-2 668,83	28 272,25
Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat	-9 536,97		-1 952,75	2 667,74	-8 821,75
Subventions d'investissement	2 794,11	0,00	16 657,25	-1,09	19 450,50
Provision renforcement BFR	41 470,00				41 470,00
Réserves des plus values nettes d'actif	0,00				0,00
Provisions règlementées	41 470,00	0,00	0,00	0,00	41 470,00
Droit des propriétaires - Comodat	0,00				0,00
TOTAL	1 167 966,90	0,00	-392 894,48	-1,09	775 071,56

4.4 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES 2024

PROJETS	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont FD correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION							
053390200030 Genouillade 2023	599,55	0,00	599,55	0,00	0,00	0,00	0,00
050023000000 Bataillons 1 2023	184 312,84	0,00	184 312,84	0,00	0,00	0,00	0,00
050024000000 Bataillons 2 2023	869 730,78	0,00	869 730,78	0,00	0,00	0,00	0,00
050045100000 Médiation Marseille Hyper Centre 2023	13 333,33		13 333,33	0,00	0,00	0,00	0,00
053390200030 Genouillade 2024		450,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00
053390200030 Genouillade 2024		541,20	0,00	0,00	0,00	541,20	0,00
050024000000 Bataillons 2 2024		936 621,35	0,00	0,00	0,00	936 621,35	0,00
050090200010 Animation Barriol 2024		705,03	0,00	0,00	0,00	705,03	0,00
			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL I	1 067 976,50	938 317,58	1 067 976,50	0,00	0,00	938 317,58	0,00

CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES							
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL III	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

TOTAL GENERAL I+II+III	1 067 976,50	938 317,58	1 067 976,50	0,00	0,00	938 317,58	0,00
------------------------	--------------	------------	--------------	------	------	------------	------

4.5 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS 2024

PROVISION	SOLDE AU 31.12.23	DOTATION	REPRISE	SOLDE AU 31.12.24
Dépréciation actif immobilisé	114 516,54	0,00	0,00	114 516,54
SOUS TOTAL	114 516,54	0,00	0,00	114 516,54
Dépréciation compte de tiers	28 086,83		8 909,57	19 177,26
SOUS TOTAL	28 086,83	0,00	8 909,57	19 177,26
Charges liées aux licenciements				
Indemnités fin de carrière	115 370,45	8 882,46		124 252,91
Provisions pour risques	53 532,00	36 000,00	21 300,00	68 232,00
Autres provisions pour risques	0,00	401 850,08		401 850,08
Litiges				
Provisions pour impôts	2 379,88	1 304,55	2 379,88	1 304,55
SOUS TOTAL	171 282,33	448 037,09	23 679,88	595 639,54
Congés payés	454 240,50	505 677,97	454 240,50	505 677,97
Compte épargne temps	88 011,34	99 985,97	88 011,34	99 985,97
Augmentation valeur du point	0,00			0,00
SOUS TOTAL	542 251,84	605 663,94	542 251,84	605 663,94
TOTAL GENERAL	856 137,54	1 053 701,03	574 841,29	1 334 997,28

478 859,74

4.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES 2024

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an		Total
Prêts	1,00	1,00			1,00
Autres immobilisations financières	3 958,00	3 958,00			3 958,00
Clients douteux ou litigieux	0,00	0,00			0,00
Autres créances clients	361 713,00	361 713,00			361 713,00
Personnel et comptes rattachés	1 108,00	1 108,00			1 108,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0,00	0,00			0,00
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00			0,00
Divers Etat et autres collectivités publiques	1 319 820,00	1 319 820,00			1 319 820,00
Débiteurs divers	112 905,00	112 905,00			112 905,00
Charges constatées d'avance	0,00	0,00			0,00
TOTAL	1 799 505,00	1 799 505,00	0,00	0,00	1 799 505,00
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts dettes crédit à 1 an max à l'origine	0,00	0,00			0,00
Emprunts dettes crédit à plus d'1 an à l'origine	623 237,00	62 270,00	261 500,00	299 467,00	623 237,00
Emprunts dettes financières divers	489,00	489,00			489,00
Fournisseurs et comptes rattachés	111 747,00	111 747,00			111 747,00
Personnel et comptes rattachés	426 042,00	426 042,00			426 042,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	348 930,00	348 930,00			348 930,00
Autres impôts et taxes assimilés	101 958,00	101 958,00			101 958,00
Autres dettes	646 049,00	646 049,00			646 049,00
Produits constatés d'avance	1 298 861,00	1 298 861,00			1 298 861,00
TOTAL	3 557 313,00	2 996 346,00	261 500,00	299 467,00	3 557 313,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0,00				

V - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garantie-Sureté emprunt : une hypothèque conventionnelle commerciale pour 354 097.66€ est constatée sur le prêt contracté auprès de la Banque Postale en septembre 2022 d'un montant initial de 387 672 € pour l'achat du local du siège social de l'association « Le Nautille ».

Contributions volontaires en nature.

Au 31 décembre 2024, l'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature.

VI - AUTRES INFORMATIONS

- Effectif en personnels au 31 décembre 2024 :

(Contrats à durée indéterminée)

	TOTAL AMCS	Refacturation Groupe Addap13>AMCS	Refacturation AMCS>Groupe Addap13	Refacturation AIAES>AMCS	TOTAL
CADRES	15	8	-1		22
NON CADRES	72	5		1	78
TOTAL	87	13	-1	1	100

- Effectif en ETP au 31 décembre 2024 :

	TOTAL AMCS	Refacturation Groupe Addap13>AMCS	Refacturation AMCS>Groupe Addap13	Refacturation AIAES>AMCS	TOTAL
CADRES	15	4,5	-1		18,5
NON CADRES	163,65	1,73		1	166,38
TOTAL	178,65	6,23	-1	1	184,88

FONDS DE ROULEMENT

Le fonds de roulement (FR) correspond à la différence entre les ressources stables (fonds propres et dettes à moyen et long termes) et les actifs immobilisés. Le besoin en

fonds de roulement (BFR) correspond à la différence entre les emplois (les créances) de l'exploitation et les ressources (les dettes) de l'exploitation.
L'excédent de FR sert à financer le BFR. Le reliquat du FR sur le BFR contribue à alimenter la trésorerie nette.

	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
+ Fonds propres & dédiés	764	1 204	1 695	2 236	1 713
+ Emprunts	0	0	385	685	624
- Immobilisations nettes	64	225	479	905	1 037
- Créances affectées aux immobilisations	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	700	979	1 601	2 016	1 300
+ Créances d'Exploitation	1 288	2 066	2 418	1 952	1 776
+ Charges constatées d'avance	0	10	2	3	0
- Provisions risques et Charges	23	154	145	171	596
- Dettes fournisseurs	16	53	67	250	112
- Dettes fiscales et sociales	451	751	979	811	877
- Autres dettes	456	440	325	514	646
- Produits constatés d'avance	285	526	546	1 851	1 299
Besoin en fonds de roulement normatif	57	152	358	-1 642	-1 754
Trésorerie active	643	826	1 242	3 658	3 053
Trésorerie passive	0	0	0	0	0
Trésorerie nette	643	826	1 242	3 658	3 053

T au 31/12

Dispo/Tot chges expl hors dotat FD*365=nb jours

59,56 €	47,05 €	60,86 €	181,88 €	169,46 €
1,92	1,52	1,96	5,87	5,47

La diminution du fonds de roulement s'explique principalement par :

- La diminution des fonds propres compte tenu du déficit constaté au 31/12/2024 et dans une moindre mesure de la baisse des fonds dédiés
- L'augmentation du patrimoine de l'association AMCS suite à la finalisation des travaux de transformation du local de l'ancienne pharmacie de Frais Vallon, situé sous le siège social du Groupe.

La trésorerie nette est la différence entre les disponibilités et les dettes financières à court terme. La trésorerie nette de l'association au 31 décembre 2024 est égale à 3 052 525 €.

Par rapport à l'exercice précédent, le niveau de la trésorerie est en baisse mais il permet cependant d'assurer le bon fonctionnement de l'association. La trésorerie nette moyenne permet à l'association de fonctionner pendant 5.47 mois.

Cette baisse provient principalement de l'absence d'encaissement en fin d'année de subvention de l'Etat suite au non-renouvellement du dispositif des Bataillons 1 et 2 pour 2025.

L'Association a souscrit cinq comptes à terme en 2024 selon les conditions suivantes :

	Montant	Période	Taux (*)
CAT 3 MOIS	500 K€	02/2024-04/2024	3,70%
CAT 3 MOIS	800K€	04/2024-07/2024	3,70%
CAT 3 MOIS	800K€	08/2024-10/2024	3.40%
CAT 3 MOIS	800K€	11/2024-01/2025	3.00%
CAT 6 MOIS	800K€	12/2024-06/2025	2.50%

(*) : avant impôt - Impôt : 24%

Ces placements ont induit en 2024 un produit financier de l'ordre de 52 k€ avant impôt

INFORMATIONS SUR LES SUBVENTIONS

La répartition des subventions par financeurs est la suivante :

Autorités administratives	Montant
État	1 417 766,67 €
Conseil régional	1 253 119,99 €
Conseil départemental	0,00 €
Communes	532 325,00 €
Intercommunalité	18 000,00 €
Métropole AMP	60 000,00 €
Total	3 281 211,66 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le règlement ANC 2018-06 précise que la fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».

En 2024, la répartition par projet est la suivante :

Projets	Montant
Lycées an 1 24/25 hors Marseille	831 761,33 €
Lycées an 1 24/25 Marseille	433 130,00 €
Arles Santé Mentale	4 000,00 €
Total	1 268 891,33 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	19 718,09 €
Autres créances	14 610,55 €
Total	34 328,64 €

Le montant des créances usagers concerne principalement la facturation à percevoir de la période du 15/12/2024 au 31/12/2024 du nouveau marché TER ; des reliquats 2024 de prestations de la médiation sociale Marseille et de la nouvelle agence Jules Guesde du marché France Travail.

Les autres créances concernent :

- Les versements des aides de l'État pour les contrats d'apprentissage (0.5€) et les contrats adultes relais (0.3€).
- Les remboursements de frais de formation (12.5k€) et d'assurance suite à un dégât des eaux au Siège (1.2 k€)

INFORMATIONS SUR LES CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 142,00 €
Dettes fiscales et sociales	616 294,59 €
Autres dettes	35,36 €
Total	646 471,95 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Compte tenu de l'application de la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 complétée de l'ANC 2022-06 relatif à la **modernisation des états financiers** et de la **nomenclature des comptes**, aucun produit exceptionnel est constaté au 31/12/2024.

INFORMATIONS SUR LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Aucune charge exceptionnelle n'est constatée au 31/12/2024 selon la nouvelle réglementation de l'ANC 2023-03 complétée de l'ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et de la nomenclature des comptes.

VII – RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS SALARIES

Ces rémunérations versées, charges patronales incluses s'élèvent à :

288 731€

Au titre de l'exercice 2024, il n'y a pas d'avantage en nature.